

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 2 octobre 2020

CDDG(2020)12

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE LA 11e REUNION PLENIERE**

**10-11 septembre 2020, par visioconférence**

Note du Secretariat  
Préparée par la  
Direction Générale de la Démocratie  
Division de la Gouvernance Démocratique

---

## **1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

M. Markku Mölläri (Vice-Président, Finlande), Président *ad interim*, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres et aux autres participants. La liste des participants figure à l'Annexe I. Le Comité adopte son ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **2. Informations sur les activités et développements récents**

### ***Déclaration du Président ad interim***

Le Président *ad interim* rappelle les défis posés par la pandémie de Covid-19. Le Conseil de l'Europe a prouvé qu'il peut se développer en temps de crise. Le CDDG a poursuivi ses activités en faisant preuve de flexibilité et d'innovation. Le Bureau du CDDG a joué un rôle actif pour faire avancer les travaux du Comité en tenant cinq réunions depuis mars 2020. Grâce à l'engagement des États membres, il a été possible de recueillir des informations sur un large éventail de mesures juridiques et politiques pour répondre à l'urgence et d'organiser la réunion thématique du CDDG sur "[Une réponse démocratique au Covid-19](#)" (18 juin 2020, par visioconférence). Le CDDG devrait continuer à travailler sur toute l'étendue de son mandat, afin d'aider les gouvernements à mieux servir leurs citoyens et à répondre à leurs besoins.

### ***Échange de vues avec Mme Claudia Luciani, directrice de la Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance***

Mme Luciani salue le travail du CDDG et sa pertinence dans le contexte actuel. Les informations sur les mesures nationales en réponse au Covid-19 recueillies par le CDDG sont impressionnantes. Ce travail illustre le rôle du CDDG en tant que plateforme intergouvernementale d'échange d'informations et d'expériences. Sur la base de ce travail, le CDDG devrait envisager d'élaborer des orientations pour les États membres sur la manière de gérer les situations d'urgence. Son expertise et sa composition seraient particulièrement utiles à cette fin, par exemple sur la manière d'assurer la collaboration et la coopération entre les différents niveaux de gouvernement ou de communiquer avec les citoyens. Elle renvoie également les membres au [rapport](#) de la Secrétaire Générale couvrant les actions du Conseil de l'Europe depuis la réunion ministérielle d'Helsinki en mai 2019 et la réponse de l'Organisation à la pandémie de Covid-19.

Mme Luciani salue la décision du Président *ad interim* de consulter le CDDG sur la réponse à donner à la lettre du Secrétaire Général demandant aux présidents des comités intergouvernementaux de contribuer à la préparation d'un cadre stratégique quadriennal. Elle informe le CDDG sur les travaux du CAHAI. Enfin, elle présente M. Christophe Speckbacher, qui a rejoint le Secrétariat du CDDG.

Au cours de la discussion, les membres du CDDG soulignent que le CDDG devrait chercher à donner une suite à ses travaux actuels sur le Covid-19, en fournissant des orientations aux États membres sur les principaux aspects de bonne gouvernance et de conformité avec les standards démocratiques de manière à ce que chaque Etat membre soit préparé à répondre à des urgences lorsqu'elles se présentent. Le CDDG devrait orienter ses travaux vers le long terme et aider les États membres à faire face à la crise de confiance des citoyens, qui est le principal problème qui touche les démocraties européennes. Il faut espérer que la déclaration d'Athènes fera référence aux travaux du CDDG dans le domaine de la gouvernance démocratique et à l'importance de continuer à appliquer les standards fondamentaux de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit en réponse au Covid-19.

### ***Informations du Secrétariat***

Le Secrétariat présente l'ordre des travaux. En ce qui concerne les méthodes de travail, un espace web partagé a été mis en place pour les membres du CDDG et de ses groupes de travail afin d'accéder à tous les documents de travail et d'échanger des documents en ligne. Compte tenu du Covid-19 et de l'impossibilité de tenir des réunions en personne, cet espace web partagé est devenu encore plus utile. En outre, il est probable que les réunions continueront à se tenir en ligne jusqu'à la fin de 2020. Même en ligne, le succès de la réunion dépendra de la participation active des membres du CDDG.

Le CDDG prend note des informations et de l'ordre du jour.

## **3. Etat d'avancement des activités du CDDG selon son mandat 2020-2021**

### ***3.1. Démocratie électronique***

Le Secrétariat rappelle que le CDDG avait adopté les lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils lors de sa 10e réunion plénière, en décembre 2019. Dans le même temps, le CDDG avait désigné et chargé trois rapporteurs de revoir le document d'un point de vue éditorial, afin d'en assurer la clarté du narratif. Par la suite, le Bureau avait recommandé que les lignes directrices soient mises à jour avec des études de cas supplémentaires et pour refléter les développements dans le domaine de l'intelligence artificielle.

M. Paul Rowsell (Royaume-Uni) et Mme Gordana Gapikj-Dimistrovska (Macédoine du Nord), rapporteurs, présentent les lignes directrices sous la forme d'une boîte à outils. Les lignes directrices ont été transformées en un manuel, un document à la fois technique et facile à lire. Le texte expose clairement les raisons de l'introduction de la démocratie électronique, il est à présent cohérent et actualisé. La démocratie électronique pourrait aider à relever certains défis démocratiques. L'accent que le manuel met sur l'égalité de participation et la non-discrimination est particulièrement utile.

Au cours de l'échange de vues qui suit, les membres du CDDG saluent le travail des rapporteurs et soulignent que le résultat devrait être utilisé par le groupe de travail et le centre d'expertise.

Le CDDG donne son approbation finale aux lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils (le [Manuel sur la démocratie électronique](#)), encourageant le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance à l'utiliser comme base pour le développement d'outils et d'activités de coopération.

### 3.2. *Ethique publique*

Le Secrétariat rappelle que le "[Guide de l'éthique publique - Etapes pour la mise en œuvre de l'éthique publique dans les organisations publiques](#)" est un document vivant et que le CDDG avait convenu de le mettre à jour régulièrement. Le CDDG met à jour le Guide en y ajoutant une étude de cas.

M. Alan Doig, expert du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, présente la nouvelle Boîte à outils sur l'éthique publique destinée aux autorités nationales et qui est basée sur le [Guide](#) susmentionné et les [Lignes directrices sur l'éthique publique](#) adoptées par le Comité des Ministres. La Boîte à outils est destinée aux fonctionnaires et aux organisations, en particulier au corps législatif ainsi qu'aux organes de surveillance, d'audit, de réglementation, de médiation et d'inspection chargés d'évaluer et de promouvoir une intégration uniforme et continue de l'éthique publique. Elle fournit des conseils pratiques sur la manière de mettre en œuvre un cadre d'éthique publique et comprend un référentiel (un outil d'auto-évaluation).

Le Secrétariat invite les États membres souhaitant mettre en œuvre la [boîte à outils](#) à demander l'assistance du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance.

Le CDDG prend note des informations et de la boîte à outils.

### 3.3. *Démocratie et technologie*

Le CDDG entend une présentation de M. Almir Sahović (Bosnie-Herzégovine), Président du groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT) sur l'avancement des travaux du groupe de travail. Il note que la Turquie a désigné un expert auprès du groupe de travail. Il entend une mise à jour de M. Peter Andre (Autriche), rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie et représentant du CDDG auprès du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI), sur les activités récentes et à venir du CAHAI. Le 21 septembre, il participera au groupe de développement politique (CAHAI-PDG).

Au cours de la discussion qui suit, il est souligné que ce travail était d'une grande importance et présente de nombreux liens avec d'autres travaux actuellement en préparation au Conseil de l'Europe.

### 3.4. *Responsabilité démocratique*

Le CDDG entend une présentation de M. Paul-Henri Philips (Belgique, Région de Bruxelles-Capitale), Président du groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE) sur l'avancement des travaux du groupe de travail. Il prend note que la Turquie a désigné un expert pour rejoindre le groupe de travail.

### 3.5. Bilan et échange de vues sur les priorités

Le Secrétariat présente un mémorandum décrivant l'état d'avancement de la mise en œuvre du mandat du CDDG pour 2020-2021. La pandémie de Covid-19 a eu un impact sur les travaux du Comité car certaines réunions ont dû être reportées ou tenues en ligne. En outre, des ressources ont été consacrées à la collecte et au partage d'informations sur les politiques et la législation nationales pour répondre à l'urgence et une réunion thématique sur *Une réponse de la gouvernance démocratique au Covid-19* a été organisée.

Le CDDG exprime sa satisfaction quant à l'état d'avancement de la mise en œuvre du mandat pour 2020-2021. Il décide de revenir sur la question des priorités futures lors de sa 12e réunion plénière, une fois que le rapport sur la gouvernance démocratique et le Covid-19 aura été finalisé.

## 4. Demande de contribution du Secrétaire général sur les priorités générales et les méthodes de travail

Le Président *ad interim* attire l'attention des membres du CDDG sur la lettre que la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe a envoyée à tous les présidents des comités intergouvernementaux en vue d'apporter une contribution à l'élaboration d'un cadre stratégique quadriennal.

Le CDDG prend note de la lettre de la Secrétaire Générale et remercie le Président *ad interim* d'avoir consulté le Comité avant de rédiger sa réponse. Au cours de l'échange de vues, les principaux points suivants sont soulevés :

- en ce qui concerne les priorités clés, la mise en place d'une bonne gouvernance et le renforcement de la confiance des citoyens et de la société civile dans les institutions publiques devraient occuper une place plus importante dans les travaux et le discours du Conseil de l'Europe ;
- la valeur ajoutée apportée par le Conseil de l'Europe réside dans sa capacité à faire entendre sa voix sur ce qui est bien ou mal et à identifier et donner des réponses aux nouveaux défis ;
- outre l'établissement de normes et le suivi, il convient de mettre davantage l'accent sur la valeur ajoutée des comités directeurs, qui doivent servir de plate-forme d'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques, permettant ainsi aux États membres de se soutenir mutuellement pour atteindre des normes plus élevées ;
- le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance est un modèle de la manière dont le Conseil de l'Europe peut apporter un soutien pratique aux États membres sur la base des normes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la bonne gouvernance. Son lien avec le CDDG et son profil devraient être encore renforcés ;
- en ce qui concerne la gouvernance et les structures :
  - les comités directeurs sont le moteur de la créativité de l'Organisation et devraient être au centre de la formulation des objectifs stratégiques ;
  - il devrait y avoir davantage de dialogue, de coopération et de cohérence entre les organes et les structures du Conseil de l'Europe, ainsi qu'une plus grande souplesse pour faire face aux nouveaux défis et aux nouvelles priorités ;

- le dialogue avec les ONG, la société civile et les autres organisations internationales devrait être renforcé ;
- la visibilité de l'Organisation devrait être renforcée avec des actions de communication plus efficaces vers l'extérieur ;
- en ce qui concerne les méthodes de travail :
  - la crise a offert l'occasion au Conseil de l'Europe de moderniser son image et ses méthodes de travail par la numérisation ;
  - la tenue de réunions en ligne a empêché les membres des comités directeurs d'établir des relations de travail efficaces ; la tenue de réunions hybrides devrait être envisagée ;
  - des conférences ministérielles sur des sujets spécialisés pourraient être utiles pour donner plus d'élan aux travaux dans certaines circonstances ;
- en ce qui concerne la question des normes :
  - la crise du Covid-19 a réitéré la pertinence des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique pour tous les niveaux de gouvernement. Une recommandation du Comité des Ministres apporterait une plus-value en étendant explicitement leur application et leur importance au niveau central de gouvernement;
  - lors de la finalisation de son rapport sur la Gouvernance démocratique et le Covid-19, le CDDG pourra proposer au Comité des Ministres de préparer une recommandation ou des lignes directrices sur la gouvernance multi-niveaux et leur importance pour les situations d'urgence, en s'inspirant des meilleures pratiques identifiées dans la crise actuelle.

En conclusion de la discussion, le Président *ad interim* remercie les membres pour leurs contributions. Les participants qui le souhaitent peuvent transmettre des éléments supplémentaires par écrit au Secrétariat avant le 18 septembre 2020, aux fins de leur examen.

## **5. Gouvernance démocratique et Covid-19**

### ***Examen d'un projet de rapport***

Le Secrétariat présente le projet de rapport sur "[La gouvernance démocratique et Covid-19](#)" et ses trois addenda : un recueil des réponses des Etats membres au Service de Réponse Rapide n° 38 sur "Gouvernance démocratique et Covid-19" ([add. I](#)), les résultats d'une enquête menée en Serbie dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance ([add. II](#)), et un recueil des discours-programmes de la réunion thématique du 18 juin ([add. III](#)). Le projet a été élaboré sur la base des réponses au questionnaire, des discussions tenues lors de la réunion thématique du 18 juin 2020 et des orientations du Bureau. Ce dernier avait notamment recommandé d'inclure un résumé analytique avec des messages clés précis. Certains chapitres devaient encore être approfondis et mis à jour, notamment le dernier sur les stratégies de sortie. Le CDDG pourrait approuver ce rapport lors de sa 12e réunion plénière. Cela laisserait du temps aux États membres pour envoyer des réponses ou des mises à jour, y compris pour la publication sur la [page web](#) consacrée au Covid-19.

Le Secrétariat du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance présente les principales conclusions de deux enquêtes menées auprès des autorités locales en relation avec la gestion de la pandémie :

- l'"[Enquête sur le fonctionnement des unités d'autonomie locale en Serbie pendant COVID-19](#)" qui avait été menée dans le cadre du [programme Gestion des ressources humaines dans l'autonomie locale - phase 2](#) ;
- et une enquête menée dans le cadre du projet "[Développement démocratique, décentralisation et bonne gouvernance en Arménie](#)".

Au cours de la discussion qui a suivi, il est suggéré que la prochaine version du rapport souligne les éléments suivants

- l'effort financier déployé par les gouvernements pour les mesures de soutien ;
- la nécessité d'éviter que la crise ne soit invoquée comme excuse pour ne pas mener à bien les importantes réformes en cours ;
- le rôle des autorités locales, qui sont mieux placées pour comprendre les problèmes et les besoins des communautés ;
- la nécessité de prioriser et d'innover dans la gestion de l'épidémie elle-même, en plus de la fourniture continue de services publics.

A la suite de la discussion, le CDDG convient d'examiner une version révisée du projet de rapport lors de sa 12e réunion, en vue de son approbation finale. Il encourage les membres à répondre au Service de réponse rapide n° 38 et/ou à envoyer des mises à jour d'ici le 16 octobre 2020, en vue de contribuer à la préparation du rapport et de mettre à jour la page web fournissant des informations sur les réponses nationales à l'urgence du Covid-19.

### ***Echange de vues avec la Commission de Venise***

Le CDDG entend un exposé de Mme Simona Granata-Menghini, Secrétaire *ad interim* de la Commission de Venise, sur les élections dans la pandémie de Covid-19, à la lumière du récent rapport de la Commission de Venise sur "[le respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit pendant les états d'urgence](#)". Elle se réfère en particulier au chapitre K du rapport précité, en soulignant divers facteurs qui devraient guider la décision de reporter ou de tenir des élections dans le contexte d'une crise sanitaire. Il n'existe pas de règle générale ni de recette et le contexte peut varier considérablement d'un pays à l'autre.

Au cours de l'échange qui s'en suit, des membres font part de leur propre expérience nationale en ce qui concerne la tenue ou le report d'élections pendant la pandémie de Covid-19. Ils soulèvent des questions telles que la faisabilité de la généralisation du vote à distance et du vote obligatoire, la durée acceptable d'un report des élections, l'impact des consensus politiques, les solutions envisageables concernant la durée des mandats des élus sortants et entrants.

## **6. Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE)**

Le Secrétariat présente la [nouvelle page web](#) consacrée au Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE), rappelant le nouveau [règlement](#) ELoGE qui a été approuvé en mars 2020.

ELoGE permet aux autorités locales de mesurer leur degré de conformité avec les [Douze Principes de bonne gouvernance démocratique](#), et de renforcer la gouvernance conformément à ces principes. Malgré la pandémie de Covid-19, le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance a continué à apporter son soutien à la mise en œuvre d'ELoGE en Grèce, en Lituanie, à Malte, en Pologne, au Portugal, en Slovaquie, ainsi que dans deux régions - Friuli Venezia Giulia en Italie et le Pays basque en Espagne. Les États membres sont encouragés à promouvoir ou à rejoindre ELoGE.

Le CDDG a également un échange de vues avec M. Helfried Carl, Directeur principal de l'Institut de l'innovation en politique, sur la [Capitale européenne de la démocratie](#), une initiative soutenue par le Conseil de l'Europe. L'Institut utilise les 12 Principes de la bonne gouvernance démocratique et les indicateurs ELoGE dans le processus d'auto-évaluation des villes candidates. Les membres du Comité sont invités à soutenir et à aider à promouvoir cette initiative.

## **7. Présidence du Comité des Ministres**

Suite à une présentation de M. Konstantin Kvachakidze, le CDDG prend note des réalisations de la présidence géorgienne du Comité des Ministres pour la période novembre 2019-mai 2020. Il prend également note des priorités de la Présidence grecque pour la période mai-novembre 2020, sur la base d'une présentation de Mme Eleni Kallinikou.

## **8. Forum mondial pour la démocratie**

Le CDDG est informé que l'édition 2020 du Forum mondial pour la démocratie, intitulée "La démocratie peut-elle sauver l'environnement ?", serait reportée à novembre 2021 et qu'une série d'événements en ligne, auxquels le CDDG lui-même pourrait contribuer activement, serait lancée à partir de novembre 2020 en vue de préparer le terrain.

## **9. Activités des autres organes et structures du Conseil de l'Europe**

Le Secrétariat donne au CDDG des informations actualisées quant aux activités présentant un intérêt particulier pour les travaux du Comité qui ont eu lieu depuis la 10e réunion plénière, au niveau du Comité des Ministres, de la Secrétaire Générale, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, de la Commission de Venise, du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) et d'autres organes du Conseil de l'Europe, telles qu'elles figurent dans le document ([CDDG \(2020\)11](#)). Nombre de ces activités ont trait aux défis particuliers que posent le Covid-19 pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit et pour les réponses nationales.



Le Secrétariat rappelle l'adoption par le Comité des Ministres, le 11 mars 2020 (1370e réunion), des [lignes directrices sur l'éthique publique](#), qui avaient été élaborées par le CDDG : les Etats membres sont invités à faire le plus large usage possible des lignes directrices, à assurer leur traduction dans leurs langues officielles et leur diffusion auprès des organismes publics de leurs pays respectifs.

Le CDDG est mis à jour des derniers développements par le représentant de la Conférence des organisations internationales non gouvernementales (CINGO), M. Gerhard Ermischer. Il évoque le travail actuel effectué principalement en ligne, en mettant l'accent sur le Covid-19 et ses conséquences. Il évoque l'important travail de soutien effectué par les ONG, mais aussi les défis actuels auxquels sont confrontées de nombreuses ONG dans l'exercice de leurs fonctions de surveillance et le risque que certaines restrictions à leurs activités restent en place même lorsque l'urgence sera passée.

Le CDDG assiste à des présentations du Secrétariat de la Division des élections et de la société civile concernant le développement de nouveaux outils tels que le Laboratoire électoral [Eleclab](#)), et du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance sur leurs activités en cours et futures.

M. Jean-Pierre Grin (Suisse, ADLE), membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), informe le CDDG que les travaux se déroulaient principalement à distance ou par l'intermédiaire de la Commission permanente de l'Assemblée. Au sein de l'APCE, cinq rapports ont été récemment adoptés ou sont en préparation, qui traitent des diverses conséquences de la pandémie, notamment sous l'angle de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit. M. Grin annonce qu'il arrivera bientôt au terme de son mandat de rapporteur général sur les collectivités locales et régionales.

Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

## **10. Elections au Bureau du CDDG**

Le Secrétariat présente l'état des lieux des vacances à pourvoir au sein du Bureau, tel qu'il est mentionné dans le document [CDDG\(2020\)13](#). Compte tenu de la probabilité que la 12e réunion plénière se tienne en ligne, le Secrétariat fournit des informations concernant le vote en ligne via la plateforme de visioconférence Kudo. Une date limite pour la présentation des candidatures sera fixée avant la réunion plénière. Un test du système de vote sera organisé.

Lors de la discussion, il est suggéré que les candidats puissent fournir des informations les concernant en vue de leur présentation avant les élections.

Le CDDG prend note de ces informations et demande à son Bureau de suggérer en temps utile des mesures pour permettre aux membres de présenter des informations à l'appui de leurs candidatures.

## **11. Questions diverses**

M. Paul-Henri Philips (Belgique) informe le CDDG qu'un nouvel ambassadeur a été nommé en tant que Représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe. Il propose que l'ambassadeur soit invité à participer à un échange de vues avec le CDDG. Le Président *ad interim* suggère que cette proposition soit prise en compte par le Bureau lors de la préparation du projet d'ordre du jour de la 12e réunion plénière.

## **12. Remarques finales de Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la démocratie**

Dans ses remarques finales, Mme Snežana Samardžić-Marković souligne l'importance du CDDG dans le pilier démocratie de l'Organisation, en insistant sur la diversité des questions à traiter en relation avec la démocratie et la bonne gouvernance, y compris les nouveaux sujets tels que la démocratie électronique et l'intelligence artificielle. Elle encourage les membres à contribuer activement au renforcement du rôle central du CDDG, en soulignant que la gouvernance démocratique et les réformes administratives pourraient devenir de plus en plus importantes dans un avenir proche. Un élan politique supplémentaire pourrait provenir d'une conférence ministérielle dans le domaine d'activité du CDDG, et une telle initiative devrait être parrainée par un ou deux États membres. En réponse aux questions des membres des comités, elle confirme que des groupes de travail conjoints pourraient être mis en place avec d'autres comités et qu'une éventuelle conférence ministérielle devrait poursuivre un objectif spécifique et ne pas être une fin en soi. Elle fait également part d'idées sur la manière de promouvoir les douze Principes de bonne gouvernance démocratique et d'étendre leur application.

## **13. Adoption du rapport abrégé de la réunion**

Le Secrétariat informe le CDDG que le Comité des Ministres a récemment donné des instructions pour la présentation des rapports abrégés. Le Secrétariat guide ensuite le CDDG à travers le projet de rapport abrégé, qui est adopté moyennant quelques petits ajouts. Les membres du CDDG recevront dans les jours suivants la version complète du rapport de réunion.

## **14. Date et lieu de la prochaine réunion**

Le CDDG prend note que la prochaine réunion se tiendra du 25 au 27 novembre 2020, très probablement par visioconférence.

Le Président *ad interim* remercie les participants et clôture la réunion.

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIR AD INTERIM / PRESIDENT AD INTERIM**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance

**ALBANIA / ALBANIE**

Mr Luis VORFI, Permanent Representation of Albania to the Council of Europe

**ARMENIA / ARMENIE**

Mr Vache TERTERYAN, Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs

Mag. Stefan GÖLLER, BA, Amt der Wiener Landesregierung

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Seymur NAGHIYEV, Legal Advisor, Ministry of Justice

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Paul-Henri PHILIPS, Coordinateur pour les Organisations Internationales, Relations multilatérales et Organisations Internationales

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Assistant Minister for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Valery NAYDENOV, Head of Department "Administrative territorial structure", Ministry of Regional Development and Public Works

Mr Mihail VASILEV, Department "Administrative territorial structure", Ministry of Regional Development and Public Works

**CYPRUS / CHYPRE**

Mr Antonis ECONOMIDES, Head of Local Government Directorate, Ministry of the Interior

Ms Kakia DEMETRIOU, Administrative Officer A, Local Government Directorate, Ministry of the Interior

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Adviser, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic

Ms Jana TICHÁČKOVÁ, Ministry Expert on Public Governance and Public Administration

**CROATIA / CROATIE**

Ms Leda LEPRI, MA, Senior advisor-specialist Ministry of Justice and Public Administration

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Mads HOLT, Administrative Officer, Department of Public Administrative Law, Ministry of Social Affairs and the Interior

**ESTONIA / ESTONIE**

Ave VIKS, Regional Administration Policy Department, Ministry of Finance

**FRANCE**

Mme Mathilde CISOWSKI, Chargée d'études juridiques, Bureau des structures territoriales (CIL2), Sous-direction des compétences et des institutions locales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de l'Intérieur

**GEORGIA / GEORGIE**

Mr Konstantin KVACHAKIDZE, Deputy Permanent Representative of Georgia to the Council of Europe

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Ms Cordula WOESTE, Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat

Ms Anna WASENBERG, Representative of the German Länder, Ministerium des Innern und für Sport

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior

Ms Eleni KALLINIKOU, Head of the Bureau of the Permanent General Secretary & Expert within the independent department of International and European relations, Ministry of Interior of the Hellenic Republic

Ms Charikleia PERRI, Permanent Representation of Greece to the Council of Europe

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr David KOJSZA, Officer for International Relations, Prime Minister's Office, Cabinet of the State Secretariat for Public Service

**ICELAND / ISLANDE**

Mrs Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government

**ITALY / ITALIE**

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Governments Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Ministry of the Interior

**LUXEMBOURG**

M. Pol HENROTTE, Conseiller de Gouvernement, adjoint, Ministère de l'Intérieur, Direction de la sécurité civile

M. Stephan MÜLLER, Représentant Permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Adrian ERMURACHI, Deputy Secretary General of the Government

Ms Daniela SORAHMETOV

**MONTENEGRO**

Ms Zorana POPOVIC, Senior Adviser, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public Administration

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Jan Willem KOOISTRA, Deputy Head Section Democracy, Democracy and Citizenship Department, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration

**NORWAY / NORVEGE**

Mrs Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation

**POLAND / POLOGNE**

Ms Justyna PRZYWOJSKA, Expert for methodology of public services research National Institute of Local Government

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Mihai Adrian GROSAN, Chief of service, Ministry of Public Works, Development and Administration, Directorate General of Public Administration, Romanian Government

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Mr Oleg YAKIMOVICH, Ministry of Foreign Affairs

**SERBIA / SERBIE**

Mr Ivan BOŠNJAK, State Secretary at the Ministry of Public Administration and Local Self-Government

Ms Dara GRAVARA STOJANOVIĆ, Head of eGovernment Department, Ministry of Public Administration and Local Self-Government

Ms Nataša GOLUBOVIĆ, Senior Adviser at the Sector for European Integration and International Cooperation

Ms Ivana BJELAJAC

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Nad'a KURILOVÁ, Local Self-Government Unit, Local State Administration, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Jurij MEZEK, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Rocío DÍAZ MARTÍN, Deputy Director General for European and International Relations, Secretary General for Territorial Coordination, Ministry for Territorial Policy

Ms María CRUZ DEL CERRO MORENO, Technical Advisor of European And International Relations, Ministry of Territorial Policy and Civil Service General Secretariat of Territorial Coordination

**SWEDEN / SUEDE**

Ms Karolina GUSTAFSON, Desk officer, Ministry of Finance

**SWITZERLAND / SUISSE**

Apologised for absence / Excusé

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Sertac SEZGIN, Controller of Municipalities, Ministry of Interior

Mr Burcu TURAN, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe

**UKRAINE**

Ms Olha KAVUN, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government

Ms Gurpal CHEEMA, Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**PARTICIPANTS****PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Jean-Pierre GRIN, Member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

Ms Yulia PERERVA, Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Gerhard ERMISCHER, CIVILSCAPE, Representative of the INGOs Conference to the CDDG

**VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE**

Ms Simona GRANATA-MENGHINI, Secretary *ad interim*

**EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / UNION EUROPEENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Stephen FRAI

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS****BENELUX UNION/UNION BENELUX**

Mr Hans MOOREN, Team Internal Market and Economic

**OBSERVER / OBSERVATEUR****COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) / CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Ms Carol THOMAS, Advisor, Governance and Institutional Relations

**OTHER PARTICIPANT/ AUTRE PARTICIPANT**

Mr Helfried CARL, Senior Director of the Innovation in Politics Institute

**EXPERT CONSULTANT**

Mr Alan DOIG, United Kingdom

**SECRETARIAT**

Ms Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Director General, Directorate General of Democracy, Council of Europe

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Sonia SIRTORI, Head of the Democratic Governance Division / Cheffe de la Division de la gouvernance démocratique – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Christophe SPECKBACKER, Administrator / Administrateur – Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr François FRIEDERICH, Head of the Election and Civil Society Division / Chef de la Division des élections et de la société civile / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Cheffe de la Division de l'innovation démocratique, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Alina TATARENKO – Head of the Centre of Expertise for Good Governance / Cheffe du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie



Mr Aleksandar JOVANOVIC – Projet Manager, Council of Europe Office in Belgrade

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

**Interpreters / Interprètes**

Gilian WAKENHUT

Didier JUNGLING

## ANNEXE II

## ORDRE DU JOUR

- |           |   |  |
|-----------|---|--|
| <b>1.</b> | <b>Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour</b>   | [CDDG(2020)OJ1]  |
| <b>2.</b> | <b>Information sur les activités et développements récents</b>  |  |
|           | Déclaration par le Président <i>ad interim</i>  |  |
|           | Rapports des réunions du Bureau   | <a href="#">[CDDG-Bu(2020)9]</a><br><a href="#">[CDDG-Bu(2020)12]</a><br><a href="#">[CDDG-Bu(2020)15]</a><br><a href="#">[CDDG-Bu(2020)18]</a><br><a href="#">[CDDG-Bu(2020)25]</a> |
|           | Echange de vue avec Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance   |  |
|           | Informations du Secrétariat   |  |
| <b>3.</b> | <b>Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2020-2021</b>   | [CDDG(2020)5]  |
| 3.1       | <i>Démocratie électronique</i><br>Approbation finale des Lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils                                       | [CDDG(2020)6]  |
| 3.2       | <i>Ethique publique</i><br>- Mise à jour du Guide sur l'éthique publique<br>- Présentation de la nouvelle boîte à outils sur l'éthique publique par M. Alan Doig, expert-consultant | [CDDG(2020)7]<br>Boîte à outils  |
| 3.3       | <i>Démocratie et technologie</i><br>- Rapport de la 1ère réunion du Groupe de travail sur la démocratie et la technologie (27-28 janvier 2020)<br>- Etat d'avancement des travaux   | [GT-DT(2020)5]<br>[CDDG(2020)8]  |
| 3.4       | <i>Responsabilité démocratique</i><br>- Rapport de la 1ère réunion du Groupe de travail sur la responsabilité (13-14 février 2020)<br>- Etat d'avancement des travaux               | [GT-RE(2020)4]<br>[CDDG(2020)9]  |
| 3.5       | <i>Bilan et échange de vues sur les priorités</i>   |  |

- 4. Demande de la Secrétaire Générale d'une contribution du CDDG sur les priorités générales et les méthodes de travail** [CDDG(2020)14]
- 5. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage des expériences**  
Echange de vues avec un représentant de haut-niveau d'un Etat membre
- 6. Gouvernance démocratique et Covid-19** [CDDG(2020)10 + Addendum I, II, III]  
- Examen d'un projet de rapport [Lien vers le site](#)  
- Echange de vues avec Mme Simona Granata-Menghini, Secrétaire par intérim de la Commission de Venise  
[[Lien vers le rapport sur le respect de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit pendant l'état d'urgence](#)]  
[Lien vers le site](#)
- 7. Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELOGE)**  
- Bilan de mise en œuvre  
- Présentation de la nouvelle page internet  
- Présentation de la Règlementation [Règlementation](#)  
[Règles](#)
- 8. Présidence du Comité des Ministres**  
- Bilan de la Présidence géorgienne (Novembre 2019-Mai 2020) [Bilan](#)  
- Priorités de la Présidence grecque (Mai-Novembre 2020) [Priorités](#)
- 9. Forum mondial de la démocratie** [Lien vers le site](#)  
Information sur l'édition 2020 "La démocratie au secours de l'environnement ?" (Strasbourg, 16-18 novembre 2020)
- 10. Activités d'autres instances du Conseil de l'Europe** [CDDG(2020)11]
- 11. Elections du Bureau du CDDG à tenir lors de sa 12<sup>ème</sup> réunion** [CDDG(2020)13]  
Informations par le Secrétariat
- 12. Questions diverses**
- 13. Adoption du rapport abrégé de la réunion** [CDDG(2020)12]
- 14. Date et lieu de la prochaine réunion**  
25-27 novembre 2020 (lieu/modalités à confirmer)